

2010

Aquitaine

Observatoire de l'IAE

GARIE
28, avenue Gustave Eiffel
33600 Pessac
Tel : 05 57 89 01 10
Fax : 05 56 36 96 84
www.iae-aquitaine.org



Introduction

Le GARIE a le plaisir de vous proposer, pour la première année, un observatoire régional de l'insertion par l'activité économique en Aquitaine.

Cet observatoire, fruit de la contribution des SIAE, outil d'analyse et de prospective, offre un panorama actualisé. Les données 2010 mises en tension avec deux études régionales réalisées sur le secteur en 2001 et 2004, sont fortes d'enseignement, avec en particulier un tassement de l'offre d'insertion.

Cette première production nous encourage à poursuivre ce chantier sur les prochaines années car, à travers les informations statistiques, il est une nouvelle fois démontré la performance économique et sociale des SIAE : elles emploient 12 200 personnes en parcours et réalisent un chiffre d'affaires de plus de 76 millions d'euros.

Nous vous souhaitons une lecture enrichissante !

Jean Pierre PAUILLACQ,
Président du GARIE

Méthodologie

Cet observatoire intègre essentiellement les informations statistiques des structures conventionnées au titre de l'IAE. Notons le cas particulier des ACI, où sont comptabilisées les structures porteuses et non le nombre de dispositifs conventionnés (exemple : une structure peut porter plusieurs ACI). Par ailleurs, sur les parties II, III et IV, les informations relevant des Régies de Quartier sont réparties selon les dispositifs pour lesquels elles sont conventionnées (ACI ou EI).

Ces données 2010 consolidées sont le fruit de la mobilisation de 70% des SIAE d'Aquitaine. Elles sont basées sur leur réponse déclarative au questionnaire « bilan », issu du logiciel de conventionnement @G2I. Ce logiciel, testé en Dordogne, a été étendu par les Unités Territoriales de la Direccte Aquitaine aux autres départements.

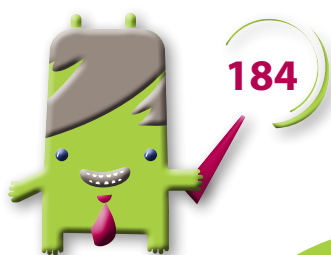
Les chiffres présentés en partie I et II résultent d'une moyenne pondérée par type de SIAE et par département, et d'un croisement avec d'autres données recueillis par le GARIE (via l'annuaire régional, le site...).

Ils ont été mis en perspective avec deux études régionales menées en 2001, l'étude de O'TEMPORA commandée par la DRTEFP et l'étude d'OPUS 3 initiée par le CNIAE en 2004.

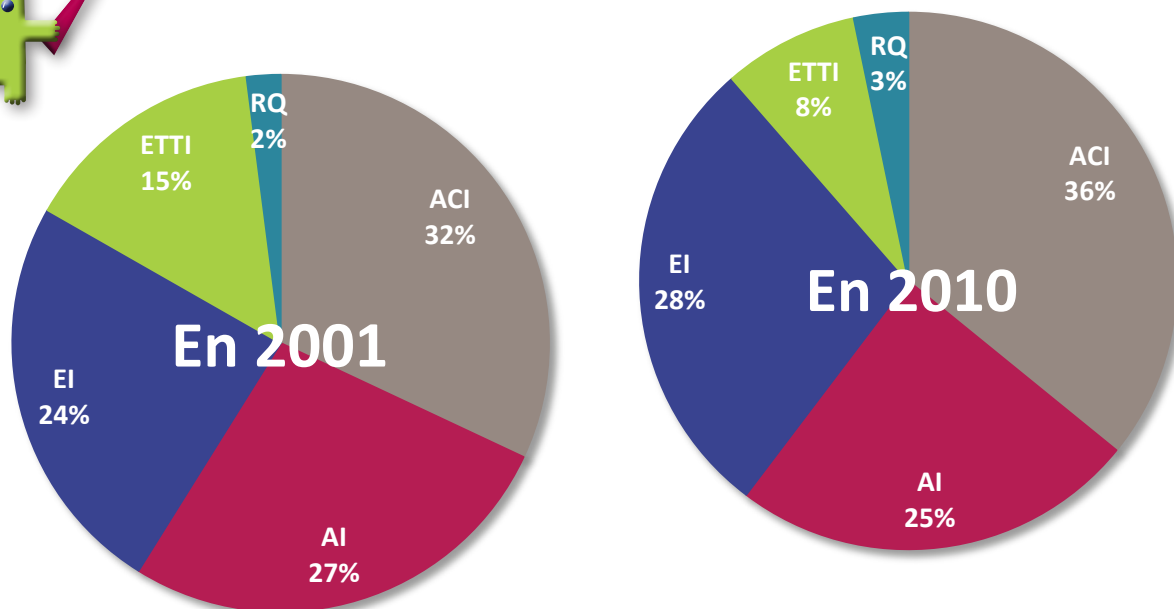
Sommaire

Le réseau régional en chiffres	p. 2
L'impact économique des structures	p. 6
L'impact de la mission sociale des SIAE	p. 9
Carte d'identité des structures	p.14
Glossaire	p.16

Le réseau régional en chiffres



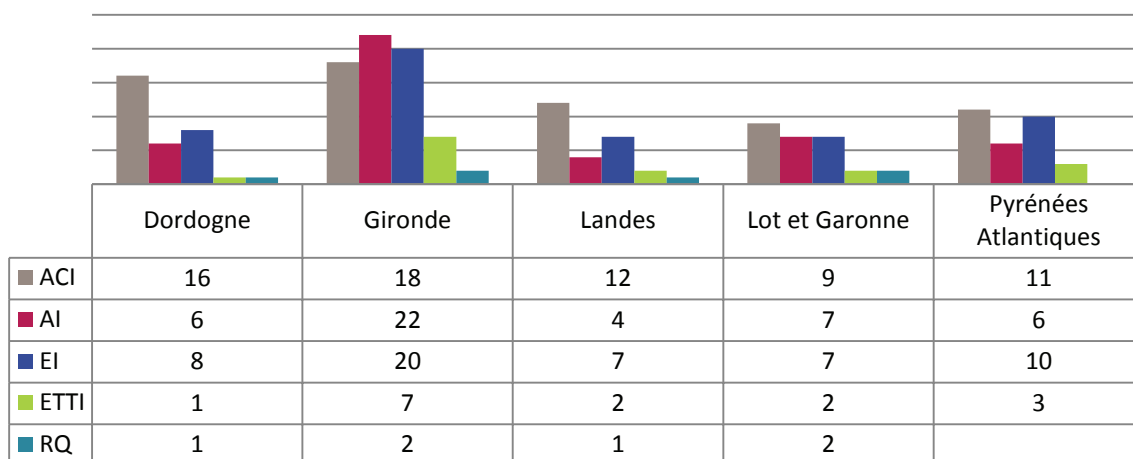
184 structures d'insertion par l'activité économique en 2010



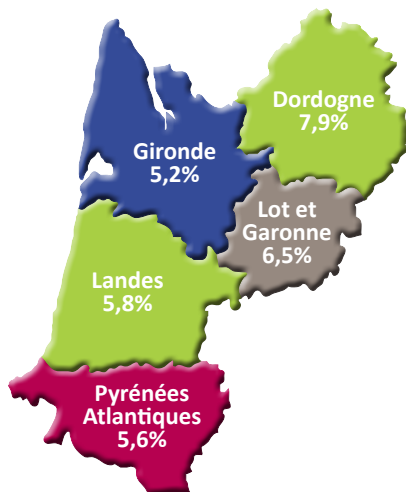
Le nombre de structures est constant depuis 2007, mais en diminution depuis 10 ans.

En 2001, l'Aquitaine comptait 197 SIAE dont 42% ayant pour objet la mise à disposition de personnel et 58% de prestataires de biens et de services. Si le nombre de ces derniers reste stable de 2001 à 2010, le nombre de structures de mise à disposition de personnel est en diminution : les AI et en particulier les ETTI (avec la loi de 98 relative à la lutte contre les exclusions) se sont développées et structurées dans les années 90, mais, au cours des années 2000, elles ont été impactées par la situation économique, la concurrence dans les services à la personne, l'évolution de l'emploi intérimaire et la difficile adéquation entre les besoins des entreprises et les personnes accueillies.

Répartition des SIAE par département en 2010



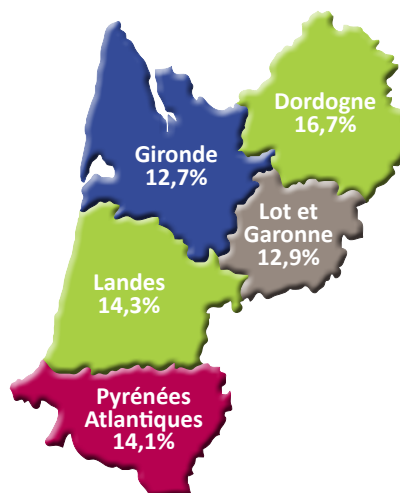
Taux d'équipement* pour 100 demandeurs d'emploi



Quel que soit le département, on peut constater que le taux d'équipement permet de proposer un accès à l'emploi dans une SIAE à près de 6% des demandeurs d'emploi. Ce taux est en net fléchissement comparativement à 2004 puisqu'il était alors de 10%. L'écart s'explique par le fléchissement de l'offre d'insertion et l'augmentation du taux de chômage.

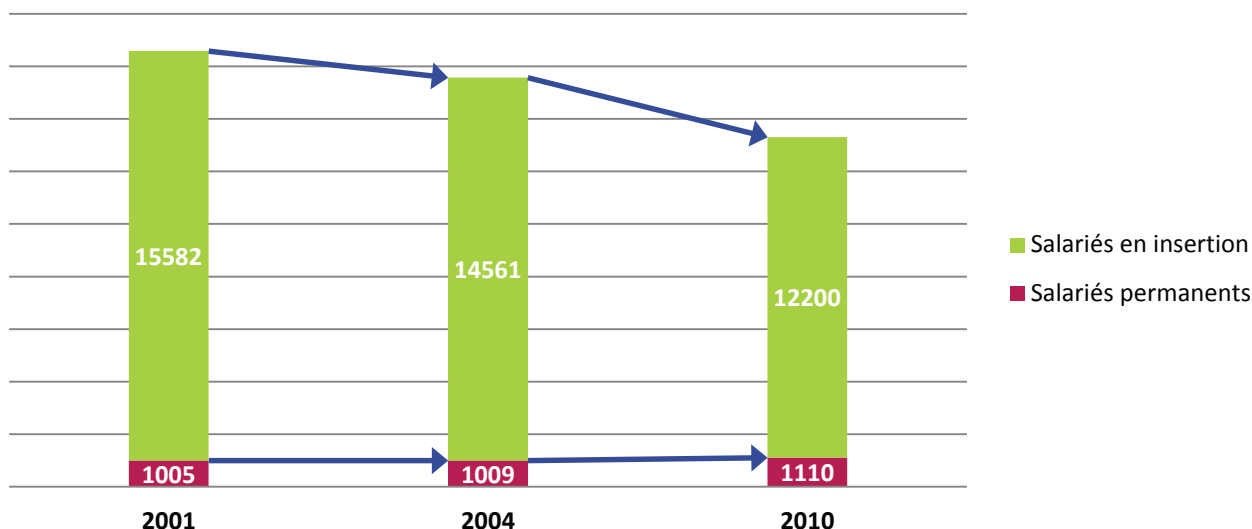
Taux d'équipement* pour 100 personnes au RSA

Il est à noter des écarts entre les départements, liés à l'importance de l'offre d'insertion et aux volumes de bénéficiaires du RSA. Toutefois, sur l'ensemble de la région, il apparaît que l'IAE peut offrir une opportunité d'emploi pour 14 bénéficiaires du RSA. L'IAE apparaît comme un outil significatif pour les publics les plus éloignés de l'emploi.



*Taux d'équipement : nombre de salariés en insertion sur l'année n par rapport à une population cible.

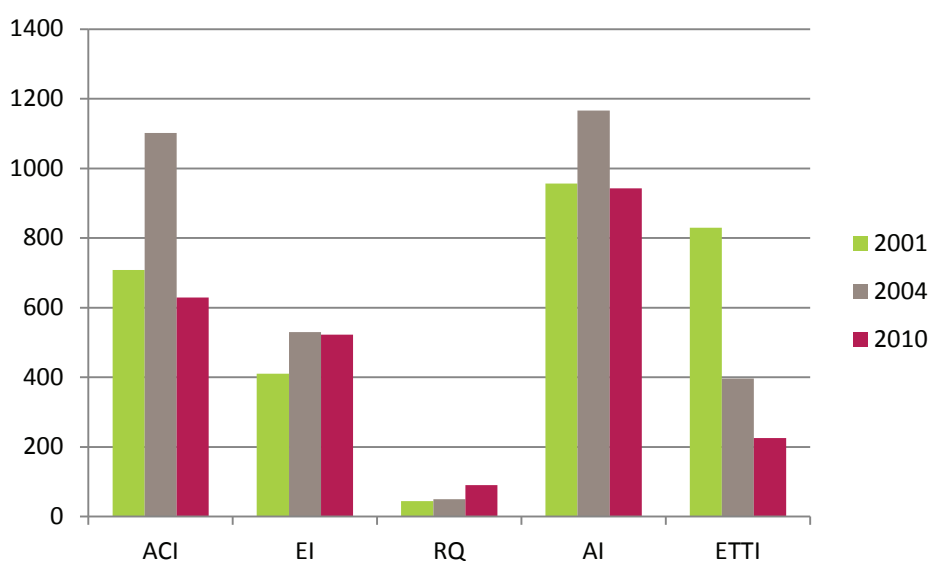
L'emploi dans les SIAE



En 2010, 13 310 salariés étaient embauchés dans les SIAE dont 12 200 en parcours d'insertion. Comparativement à 2001 et 2004, le nombre de salariés en insertion est en diminution, alors que le nombre de permanents augmente. Le ratio passe de 1 permanent pour 15,5 salariés en parcours en 2001 à 1 pour 11 en 2010. Ces données confirment l'évolution des SIAE qui renforcent leurs moyens en ressources humaines :

- pour structurer et professionnaliser leur fonction d'encadrement et d'accompagnement socio-professionnel,
- s'adapter aux difficultés souvent accrues des salariés,
- faire face aux contraintes économiques et marchés plus concurrentiels.

L'offre d'insertion en ETP par type de structures



Les SIAE d'Aquitaine ont proposé l'équivalent de 2410 emplois à temps plein aux personnes en insertion : 1241 emplois dans les structures de prestations de biens et de services (ACI, EI, RQ), 1168 dans les structures de mise à disposition (AI, ETTI). Si l'offre d'insertion évolue de 2001 à 2004 (de 2950 à 3194 salariés en insertion en ETP), elle fléchit de 32% de 2004 à 2010. Cette diminution est nette : pour les AI et ETTI elle est liée à leur activité économique, pour les ACI, elle peut s'expliquer par leur étroite dépendance aux politiques publiques des contrats aidés qui fluctuent d'une année sur l'autre.

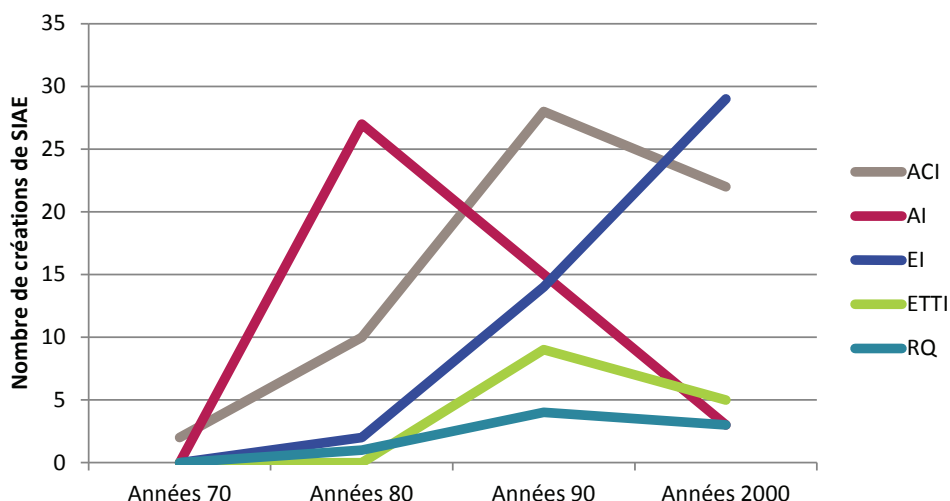
L'âge moyen des SIAE

	Moyenne d'âge des structures
ACI	16
AI	20
EI	8
ETTI	11
RQ	12
Moyenne générale	14



En Aquitaine, les structures d'insertion par l'activité économique ont en moyenne 14 ans (en 2004, la moyenne était de 10 ans). Les AI sont les premières «nées» des SIAE avec un âge moyen de 20 ans.

L'évolution du nombre de créations des SIAE

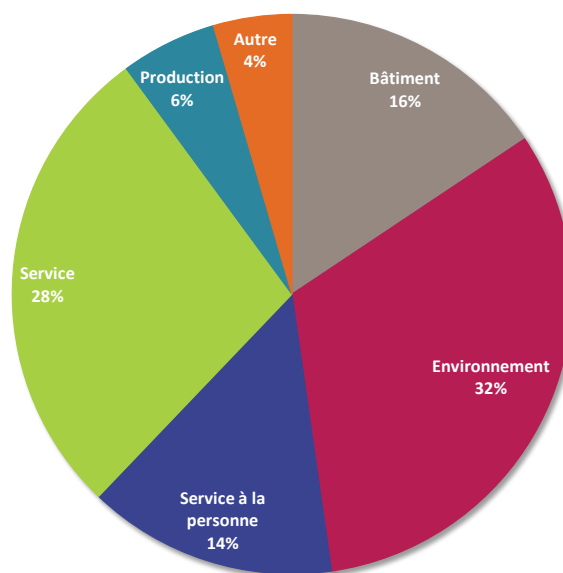


Ce schéma reflète les dates de création des structures encore existantes en 2010 : des SIAE se sont créées et ont disparu et ne figurent donc pas dans les données. Le rythme de création des SIAE (hors entreprises d'insertion) s'est ralenti durant la dernière décennie et s'explique par :

- la fin d'un mouvement de création, dans les années 80 et 90, de certaines structures (notamment des AI et ETTI),
- l'évolution du profil des créateurs (les projets sont aujourd'hui plus souvent portés par des personnes physiques que par des associations ancrées sur leur territoire),
- un contexte économique, administratif et financier plus complexe.

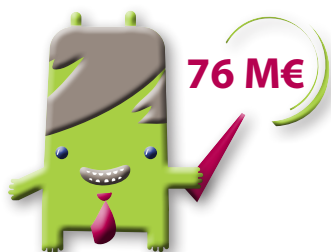
Les secteurs d'activité

Les SIAE sont présentes dans une quinzaine de secteurs d'activité où les emplois sont accessibles à des personnes de bas niveau de qualification et favorisent des parcours de professionnalisation et de formation.



L'impact économique des structures

Chiffre d'affaires, évolution 2004 - 2010



76 M€

de chiffre d'affaires pour les SIAE d'Aquitaine en 2010

	Dordogne	Gironde	Landes	Lot et Garonne	Pyrénées Atlantiques	AQUITAINE	% 2010	Evolution 2004 - 2010
ACI	1 476 552 €	2 353 798 €	1 436 094 €	1 868 513 €	2 052 102 €	9 187 060 €	12 %	-1 % ▬
AI	1 719 381 €	16 891 112 €	2 169 711 €	2 418 963 €	5 407 573 €	28 606 740 €	37 %	-5 % ▼
EI	1 770 906 €	17 669 316 €	5 825 945 €	2 868 019 €	3 620 052 €	31 754 237 €	42 %	13 % ▲
ETTI	1 364 642 €	2 957 482 €	654 326 €	1 103 132 €	1 128 207 €	7 207 789 €	9 %	-7 % ▼
TOTAL	6 331 481 €	39 871 708 €	10 086 076 €	8 258 627 €	12 207 934 €	76 755 826 €	100 %	28 %
% 2010	8 %	52 %	13 %	11 %	16 %	11 %		
Evolution 2004 - 2010	-5 % ▼	3 % ▲	5 % ▲	-1 % ▬	-1 % ▬	11 % ▲		

En 2010, les SIAE d'Aquitaine ont généré un chiffre d'affaires total de près de 76,7 M€, ce qui représente une évolution de 28 % par rapport à 2004 (60 M€). Nous notons également une répartition légèrement différente par rapport aux poids des différentes structures (augmentation importante du poids des EI et diminution du chiffre d'affaires global des ETTI, du à leur diminution en nombre depuis 2004). La Gironde concentre toujours la moitié du poids économique de l'IAE en Aquitaine.

Ressources financières des SIAE

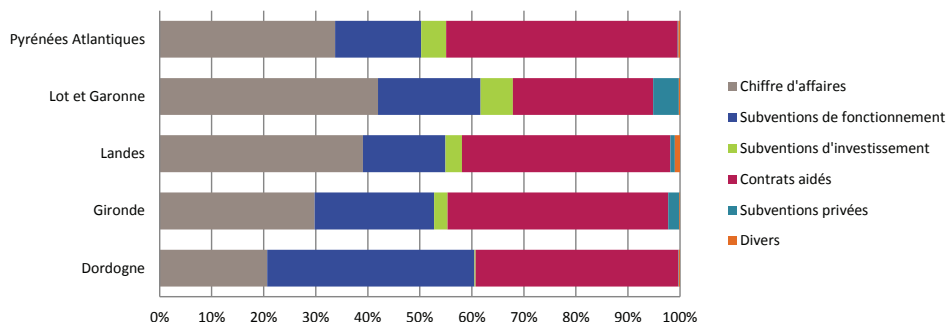
	Dordogne	Gironde	Landes	Lot et Garonne	Pyrénées Atlantiques	AQUITAINE
Chiffre d'affaires	6 331 481 €	39 871 708 €	10 086 076 €	8 258 627 €	12 207 934 €	76 755 826 €
Subventions	7 263 570 €	9 750 511 €	2 745 653 €	3 465 645 €	4 898 696 €	28 124 075 €
Dont contrats aidés	3 088 612 €	4 629 541 €	1 535 707 €	1 636 998 €	3 305 943 €	14 196 802 €
Dont subventions de fonctionnement	4 174 958 €	5 120 969 €	1 209 945 €	1 828 648 €	1 592 753 €	13 927 273 €
TOTAL des produits	13 595 051 €	49 622 218 €	12 831 729 €	11 724 273 €	17 106 630 €	104 879 901 €
Chiffre d'affaires en %	47 %	80 %	79 %	70 %	71 %	73 %
Subventions en % des produits	53 %	20 %	21 %	30 %	29%	27 %

Les ressources marchandes représentent en moyenne 73% des ressources des SIAE, mais on observe une forte variabilité entre les départements. Ces écarts peuvent s'expliquer notamment par la composition de l'offre d'insertion sur les différents territoires et par les différentes politiques de financement des collectivités locales. Pour la Dordogne, le pourcentage paraît élevé mais il est à mettre au regard du fort pourcentage d'ACI sur ce département (50% des SIAE sont des ACI, alors que sur les autres territoires la moyenne du nombre d'ACI est d'environ 30/35%).

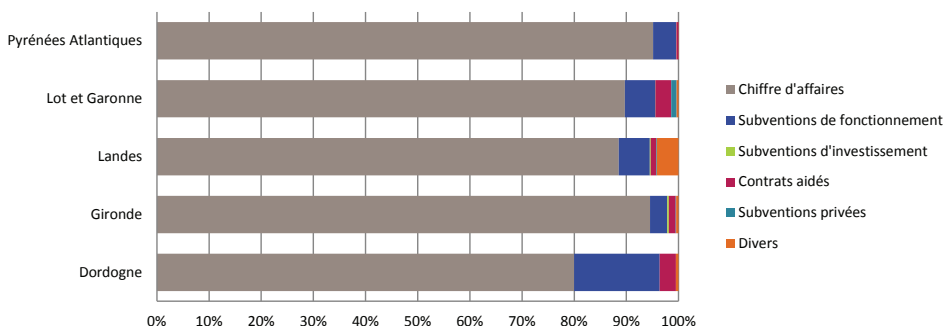
Analyse des produits d'exploitation (chiffre d'affaires et subventions) par type de structure

Les graphiques suivants permettent de comprendre la répartition des différentes ressources d'exploitation reçue par les SIAE Aquitaine en fonction de leur type de conventionnement et de leur département. La part marchande des recettes des SIAE est bien évidemment très différente d'un dispositif à l'autre, mais on note des disparités importantes en fonction des départements (en lien avec les champs économiques investis mais surtout en fonction du lien et du soutien des politiques locales variables d'un territoire à un autre).

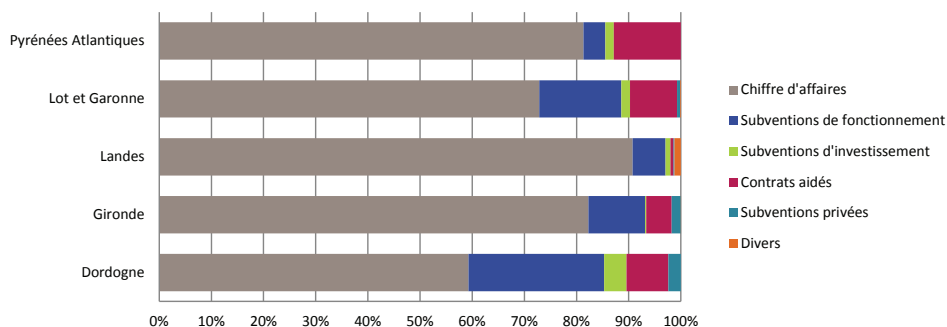
ACI



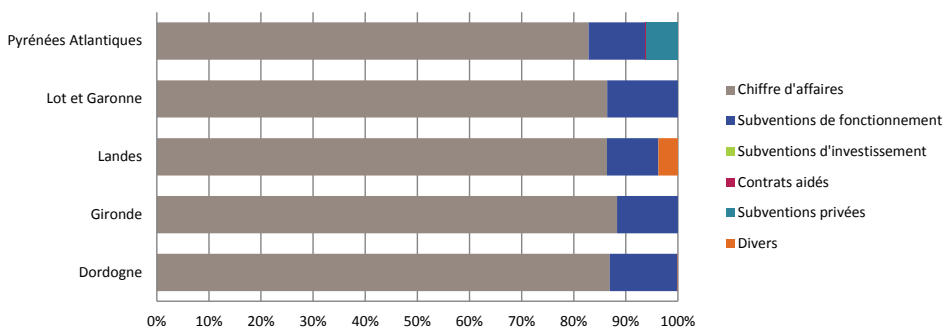
AI



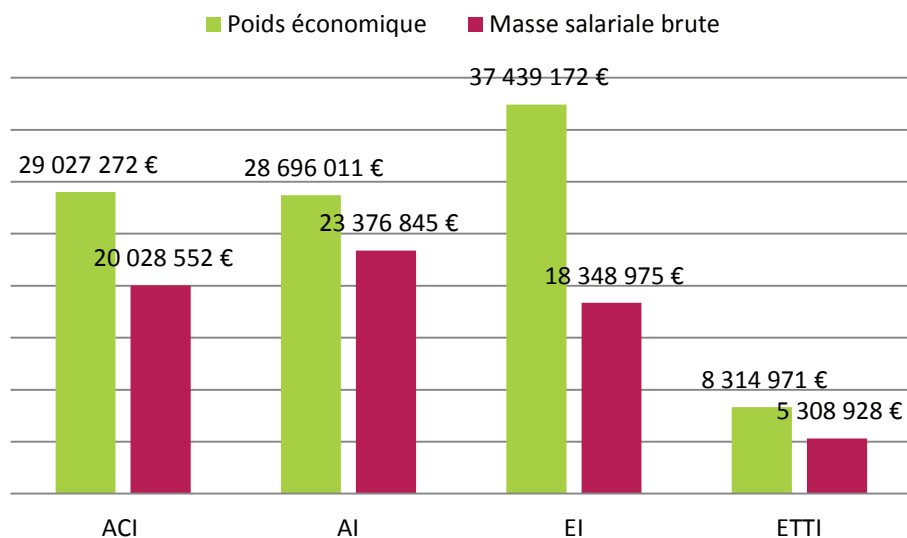
EI



ETTI



L'emploi et la masse salariale brute dans les SIAE



La masse salariale (permanents et salariés en parcours) représente les premières dépenses des SIAE, correspondant environ à 65 % des dépenses totales.

La rentabilité économique des SIAE



Il s'agit des contrats aidés (financés par l'Etat et les conseils généraux) et des subventions d'exploitation en lien avec le conventionnement SIAE. Cet apport en finances publiques représentait, en 2010, un montant d'environ 28,3 M€ pour toutes les SIAE du territoire.

ramène dans l'économie locale (consommation de proximité et salaires)



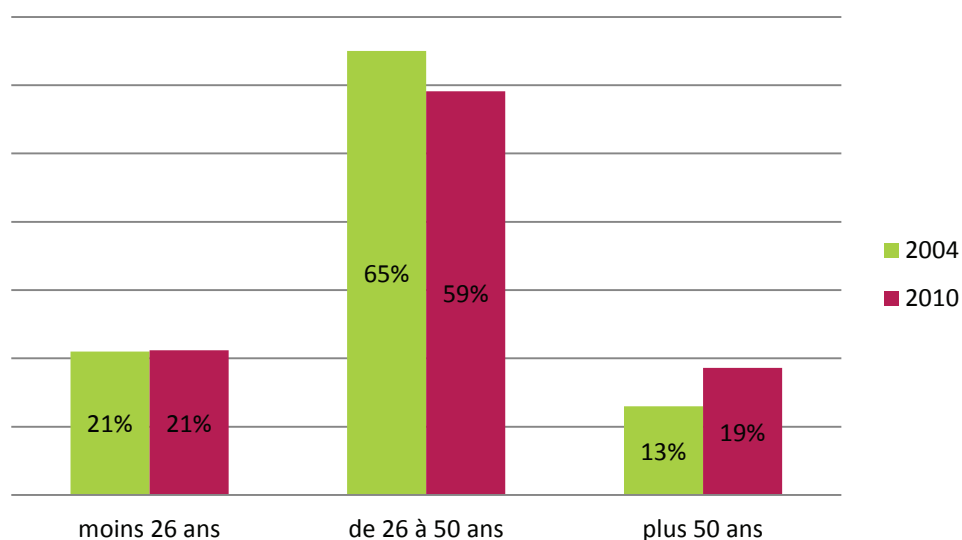
Les SIAE ont reversé dans l'économie 105 M€ sous forme de rémunération et charges (dont 67 M€ de masse salariale brute).

Détail du calcul : total des subventions reçues et des aides à l'emploi / total des charges d'exploitation des SIAE (charges de fonctionnement et salaires notamment).

L'impact de la mission sociale des SIAE

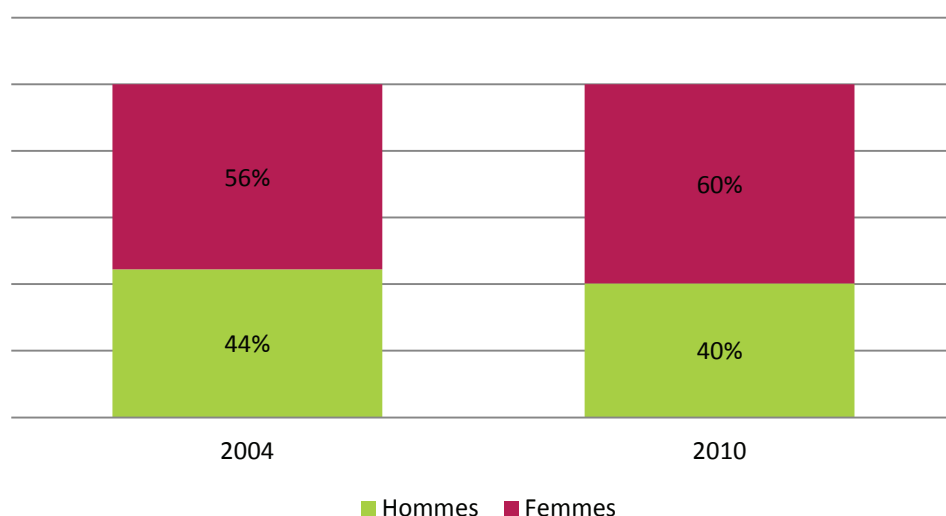
Portrait des publics accueillis en SIAE

Comparaison de l'âge des salariés en parcours entre 2004 et 2010



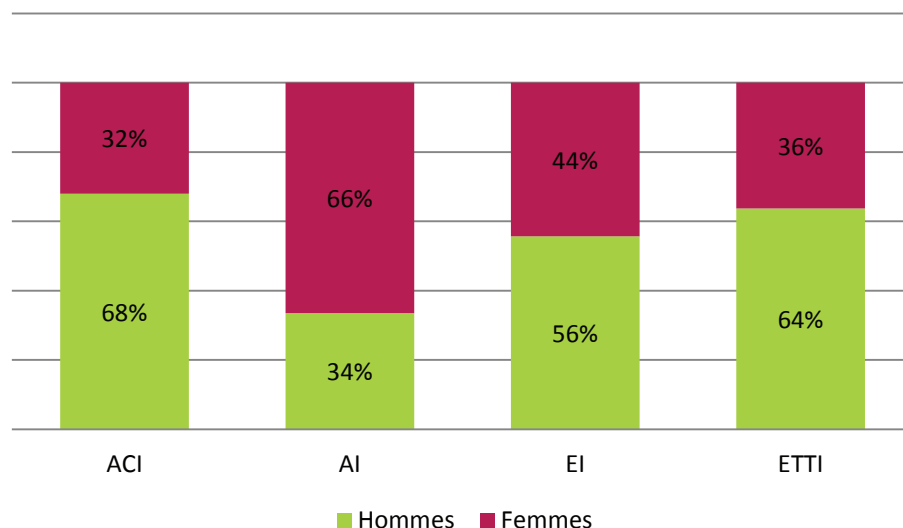
On note un accroissement des plus de 50 ans au sein des SIAE entre 2004 et 2010. Les personnes de plus de 50 ans et les jeunes représentent 19% et 21% des salariés des SIAE. Ces données attestent de la capacité des SIAE à répondre aux publics les plus touchés par le chômage.

Comparaison de la répartition du genre des salariés en parcours entre 2004 et 2010



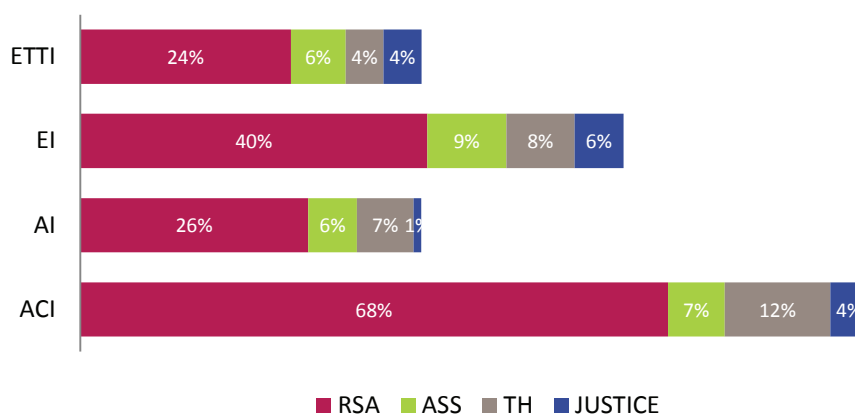
La part totale des femmes dans l'IAE est sensiblement plus élevée que celle des hommes, avec une légère augmentation de 2004 à 2010.

Répartition du genre des salariés en parcours par type de structures en 2010



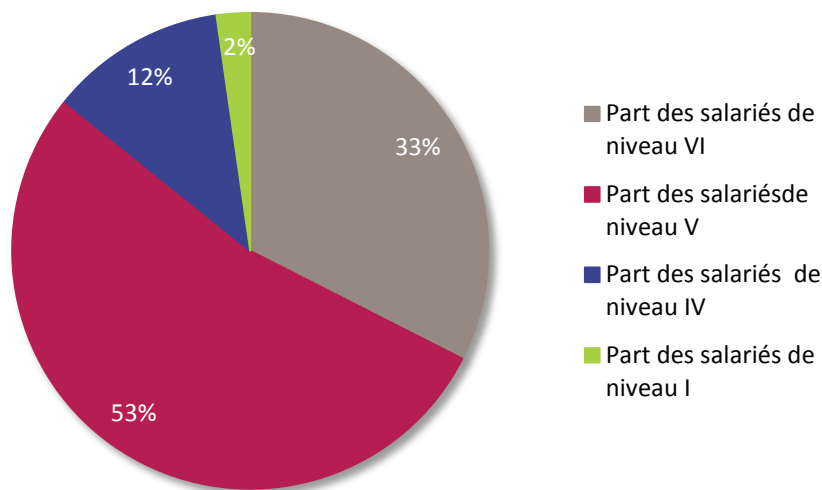
On note une majorité d'hommes dans les ACI et les ETTI (liée à leur activité économique dans les secteurs BTP et espaces verts) et une majorité de femmes dans les AI liée à leur positionnement dans le secteur des services à la personne.

Profils administratifs des personnes accueillies en SIAE en 2010 par type de structure



On constate que la typologie et la répartition des publics accueillis sont différentes d'une structure d'insertion à l'autre (certains publics accueillis pouvant rentrer dans plusieurs catégories ci-dessus). Les ACI embauchent une part importante de publics bénéficiant des minimas sociaux (RSA et ASS). Si on se réfère à 2004, on retrouve le même pourcentage de travailleurs handicapés et de personnes placées sous main de justice embauchées dans les SIAE.

Moyenne régionale du niveau de formation à l'entrée dans les SIAE

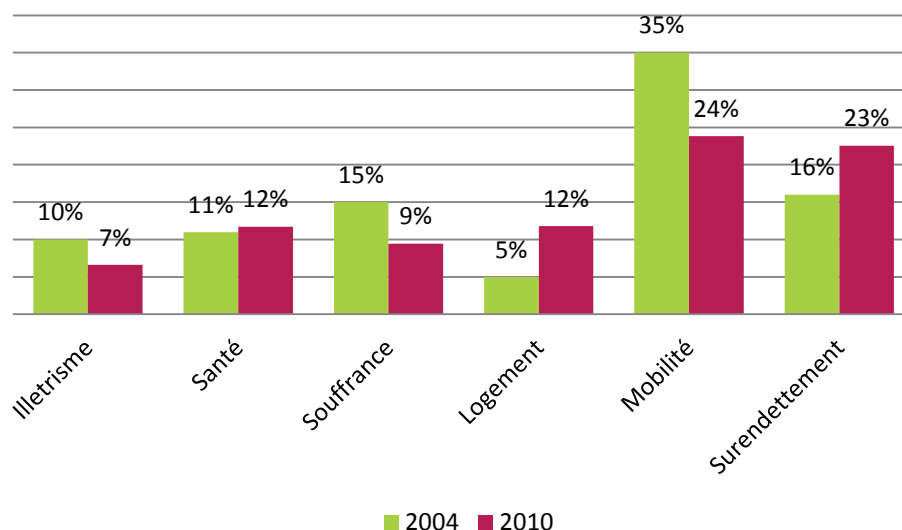


Les SIAE accueillent majoritairement (environ 88% des effectifs) des personnes de bas niveau de qualification (BNQ).

Niveau VI : sorties du 1^{er} cycle de l'enseignement secondaire (6^{ème}, 5^{ème}, 4^{ème}) et des formations préprofessionnelles en un an ; Niveau V : sorties de dernière année de CAP, BEP ou équivalent avec ou sans diplôme. Abandons des études en seconde ou en première ; Niveau IV : sorties des classes de terminale de l'enseignement secondaire (avec ou sans le baccalauréat). Abandons des études supérieures sans diplôme ; Niveau I : sorties avec un diplôme de niveau supérieur à bac+2 (licence, maîtrise, master, DEA, DESS, doctorat, diplôme de grande école). Source : INSEE

Les freins à l'emploi des personnes accueillies en SIAE

Evolution des problématiques repérées dans les SIAE



De manière significative, les problématiques de santé (12%), de mobilité (24%), de logement (12%) et de surendettement (23%), sont repérées par les personnes en charge de l'accompagnement socioprofessionnelle. On constate une nette évolution, depuis 2004, des problématiques de logement et de surendettement. Attention : une personne peut cumuler plusieurs problématiques.

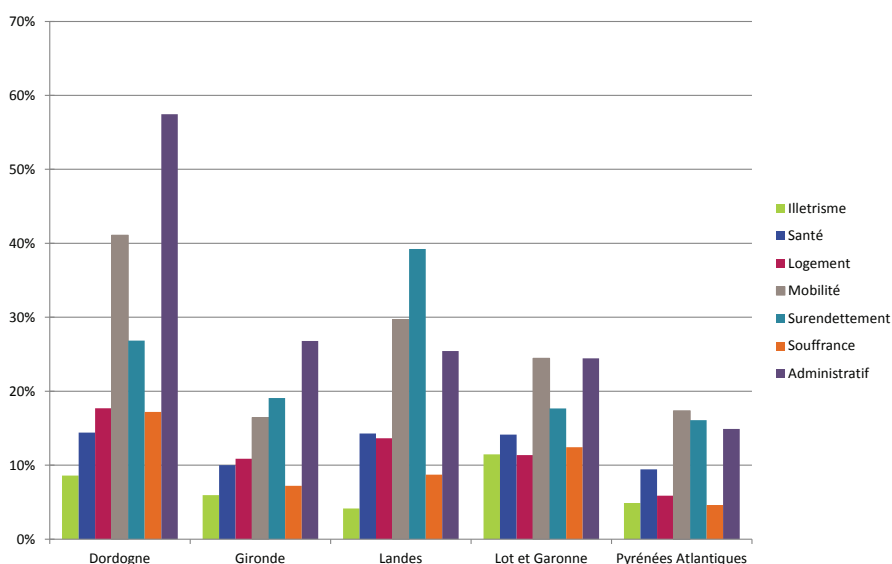
Les problématiques repérées dans les SIAE par type de structure

	Illetrisme	Santé	Surendettement	Logement	Souffrance	Mobilité	Administratif
ACI	20%	32%	34%	30%	31%	54%	79%
AI	4%	10%	23%	9%	7%	20%	20%
EI	10%	12%	11%	18%	8%	18%	30%
ETTI	7%	5%	16%	8%	6%	23%	43%

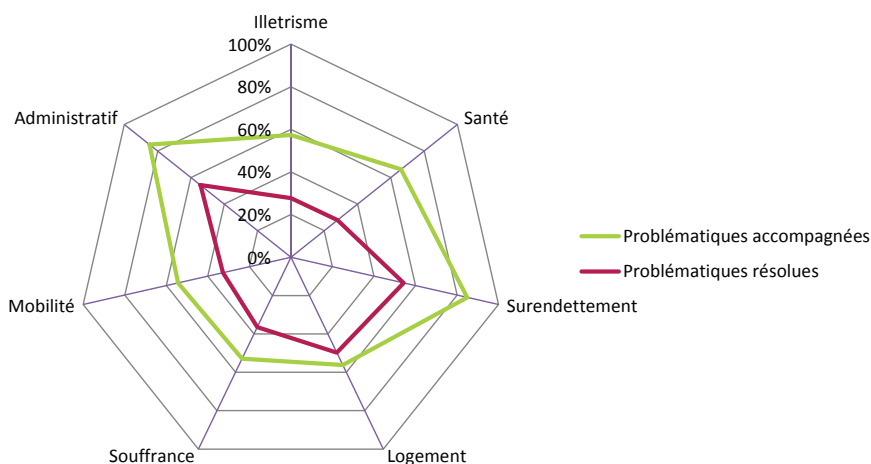
On note une plus forte proportion des freins à l'emploi repérés dans les ACI.

Les problématiques repérées dans les SIAE par département

On note une plus forte proportion des freins à l'emploi en Dordogne et dans les Landes. 41% des salariés en SIAE en Dordogne présentent des problèmes de mobilité, 39% des salariés en SIAE dans les Landes présentent une problématique de surendettement.



Part des problématiques accompagnées et résolues pendant la durée du contrat dans les SIAE



64% des problématiques repérées dans les SIAE sont accompagnées dans la durée du contrat et 42% des problématiques accompagnées sont résolues dans la durée du contrat dans les SIAE. Le passage en SIAE permet donc le traitement de différentes problématiques sociales.

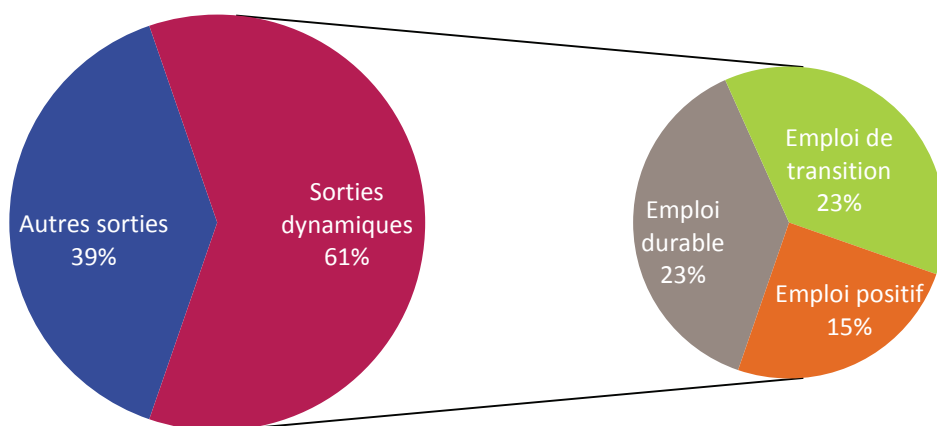
Les sorties des SIAE

Au total, 3183 personnes étaient sorties des SIAE au moment du bilan, en 2010. Les graphiques ci-dessous sont basés sur ce total.

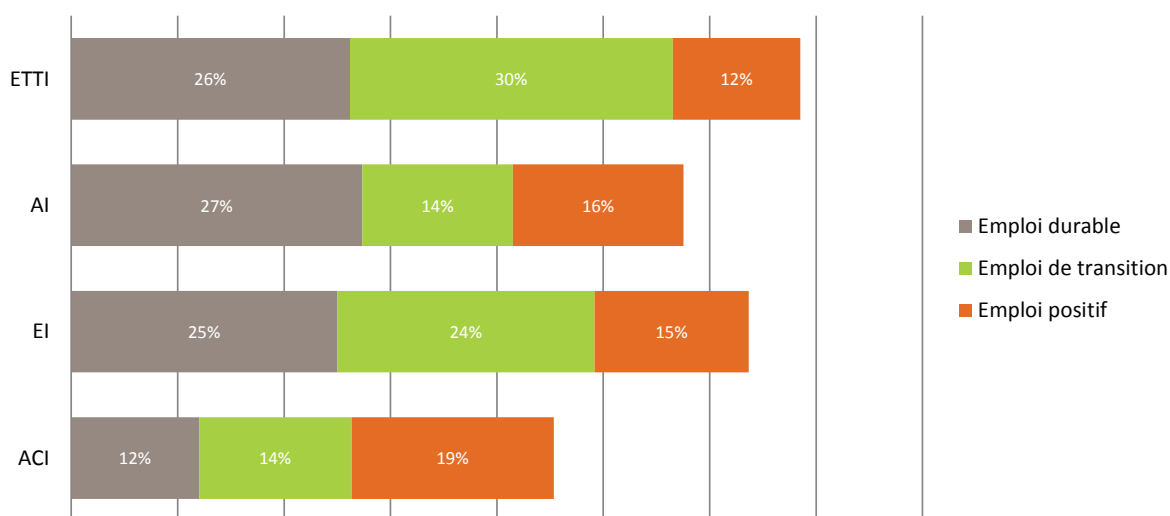
Sorties dynamiques	Sorties non dynamiques
Emploi durable : CDI, CDD + 6 mois, création entreprise, fonction publique	Autres sorties : retour au chômage, abandon, retraite, maladie, ... Ce sont les sorties sans solution
Emploi de transition : CDD - 6 mois, contrats aidés chez un employeur classique	
Emploi positif : formation, embauche dans une autre SIAE, embauche dans une entreprise adaptée	

Répartition globale des sorties des SIAE en 2010

En 2010, les SIAE enregistrent 61% de sorties dynamiques, les résultats régionaux sont en adéquation avec les objectifs de sortie fixés par l'Etat (60% de sorties dynamiques).



Répartition des sorties dynamiques par dispositif en 2010



Les résultats sensiblement inférieurs des ACI sont à mettre en perspective avec le profil des personnes salariées dans les structures (freins à l'emploi repérés).

Carte d'identité des SIAE

Ces fiches d'identité sont bâties à partir des données sociales et économiques des SIAE. Il s'agit de dresser le « portrait-type » d'une SIAE, en fonction de son nombre de salariés (en ETP) et de ses principaux ratios économiques (chiffre d'affaires, aides publiques et total des produits d'exploitation). La comparaison par département permet une analyse plus fine de chacun des dispositifs.

ACI

	Moyenne Aquitaine	Dordogne	Gironde	Landes	Lot et Garonne	Pyrénées Atlantiques
Nombre de salariés (ETP)	13,4	15,9	13,3	7,8	11,5	17,6
Dont nombre de Salariés en parcours d'insertion (ETP)	9,5	11,9	8,8	4,8	8,6	13,2
Chiffre d'affaires	140 764 € soit 33% du poids économique	86 856 €	123 884 €	119 675 €	186 851 €	186 555 €
Aides publiques (subventions de fonctionnement + aides aux postes)	263 834 €	330 772 €	271 592 €	171 354 €	208 012 €	337 439 €
Produits d'exploitation	424 359 €	419 819 €	415 791 €	287 674 €	445 419 €	553 094 €

AI

	Moyenne Aquitaine	Dordogne	Gironde	Landes	Lot et Garonne	Pyrénées Atlantiques
Nombre de salariés (ETP)	24,9	22,4	25,7	25,7	15,6	34,9
Dont nombre de Salariés en parcours d'insertion (ETP)	21	17,3	21,4	22	13,8	30,6
Chiffre d'affaires	568 719 € soit 91% du poids économique	286 563 €	767 778 €	542 428 €	345 566 €	901 262 €
Aides publiques (subventions de fonctionnement + aides aux postes)	45 979 €	69 912 €	37 289 €	33 037 €	34 027 €	45 795 €
Produits d'exploitation	628 398 €	384 572 €	811 990 €	612 747 €	385 151 €	947 530 €

EI

	Moyenne Aquitaine	Dordogne	Gironde	Landes	Lot et Garonne	Pyrénées Atlantiques
Nombre de salariés (ETP)	15,3	18,1	17,8	12,5	15,8	10,8
Dont nombre de Salariés en parcours d'insertion (ETP)	10	14,5	11,6	4,9	10,8	6,4
Chiffre d'affaires	546 280 € soit 82% du poids économique	295 151 €	883 466 €	832 278 €	358 502 €	362 005 €
Aides publiques (subventions de fonctionnement + aides aux postes)	119 915 €	169 497 €	168 901 €	63 293 €	121 782 €	76 100 €
Produits d'exploitation	662 741 €	497 981 €	993 353 €	885 207 €	491 941 €	445 225 €

ETTI

	Moyenne Aquitaine	Dordogne*	Gironde	Landes	Lot et Garonne	Pyrénées Atlantiques
Nombre de salariés (ETP)	17,3	52,7	14,1	29,1	12,9	8,2
Dont nombre de Salariés en parcours d'insertion (ETP)	15	47,6	12,3	25,4	11,2	6,1
Chiffre d'affaires	608 387 € soit 86% du poids économique	1 364 642 €	422 497 €	327 163 €	551 566 €	376 069 €
Aides publiques (subventions de fonctionnement + aides aux postes)	86 864 €	204 000 €	55 981 €	37 438 €	86 537 €	50 364 €
Produits d'exploitation	703 921 €	1 570 442 €	478 479 €	378 778 €	638 103 €	453 804 €

*Pour le département de la Dordogne, un seul dispositif ETTI est présent sur le territoire, ce qui explique la taille important des effectifs en parcours d'insertion.



Glossaire

ACI : Atelier et Chantier d'insertion

AI : Association Intermédiaire

ASS : Allocation de Solidarité Spécifique

BNQ : Bas Niveau de Qualification

DE : Demandeur d'Emploi

EI : Entreprise d'Insertion

ETP : Equivalent Temps Plein

ETTI : Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion

IAE : Insertion par l'Activité Economique

Poids économique : chiffre d'affaires + subventions

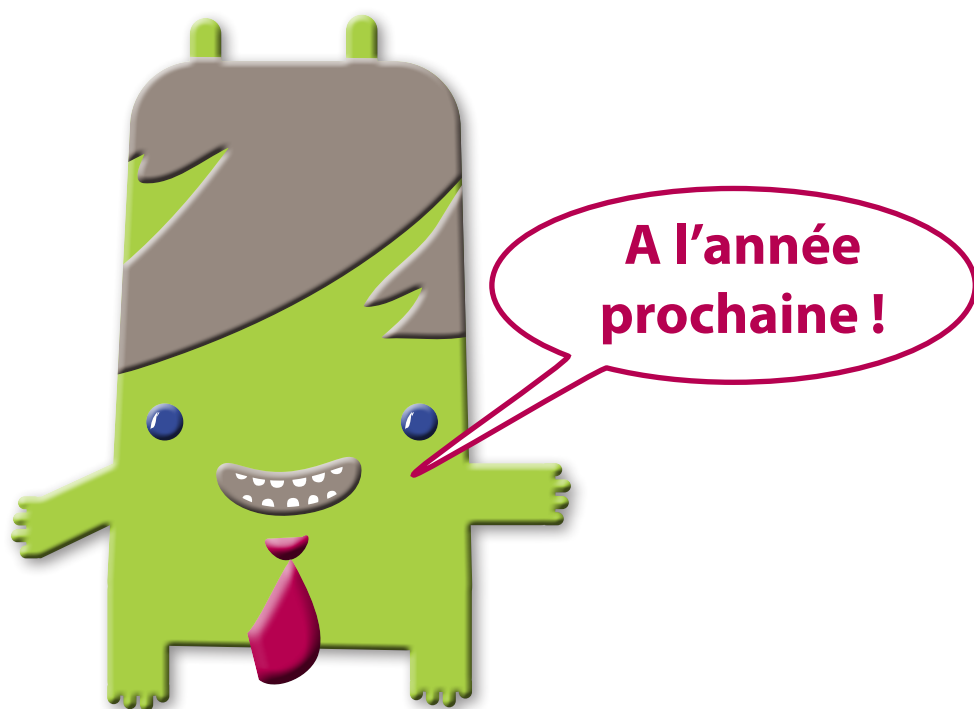
RSA : Revenu de Solidarité Active

SIAE : Structure de l'Insertion par l'Activité Economique

TH : Travailleur Handicapé



Retrouvez l'observatoire sur www.iae-aquitaine.org



Avec le soutien de

